

supplément No 7 pour la Suisse au journal :

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

décembre 76

Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe :

Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne

A propos des 40 heures

La lutte contre le capital pour :
• la réduction du temps de travail,
• l'augmentation du salaire de base,
doit redevenir quotidienne.

DUBIED

Une base combative battue par la coalition Syndicat / Etat .

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe :

Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne

Les petits-fils et les arrière-petits-fils de Staline peuvent laisser aux faits la tâche de célébrer les « glorieux » anniversaires de leur histoire : les événements les plus tragiquement marquants de l'an de grâce 1976 ne sont que la conséquence ultime du triomphe de la théorie et de la pratique stalinienne du « socialisme dans un seul pays » en 1926 avec sa conséquence immédiate, le désastre chinois de 1927, l'aboutissement direct de la naissance des fronts populaires en 1936 avec leur conséquence immédiate, la tragédie espagnole de 1936-1939.

Il y a cinquante ans, le stalinisme affirmait la possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays », tout en proclamant encore que la base devait en être la victoire préalable de la révolution et de la dictature prolétariennes ; le prolétariat russe et mondial et l'opposition de gauche devaient faire les frais de cette doctrine. L'année 1976 a vu sanctionner l'obligation, pour les partis « communistes » des différents pays, non seulement de construire le socialisme chacun à sa façon, mais aussi de choisir, chacun à sa façon, la voie pour y arriver, à condition toutefois d'exclure la solution révolutionnaire et dictatoriale et d'adopter pour impératif catégorique une solution uniquement démocratique, pacifique et gradualiste. Les fondements du marxisme révolutionnaire ont été ainsi détruits et renversés en leur contraire.

Les fedayine et plus généralement les masses plébéiennes qui, au Moyen-Orient et surtout au Liban, tombent sous les coups conjugués des classes dominantes locales — propriétaires fonciers et capitalistes — et des bourgeoisies parvenues des « pays frères », aussi soucieuses les unes que les autres d'empêcher que la lutte d'indépendance nationale ne se transforme en lutte sociale et que l'aspiration à une « patrie » ne se transforme en une conquête de la terre et en explosion de la guerre de classe, ne sont pas seulement les victimes d'une constellation contingente des forces contre-révolutionnaires. Sur eux pèse le poids énorme d'un demi-siècle de stalinisme, qui les a livrés, désarmés, à l'adversaire et cela de deux façons. D'abord, le stalinisme et ses dérivations ultérieures ont brisé les fondements de ce « plan mondial » de l'Internationale Communiste, dans lequel les luttes des peuples « coloniaux » et « semi-coloniaux » contre le colonialisme et l'impérialisme devaient recevoir élan, vigueur et issue victorieuse de la guerre sociale engagée sur tous les fronts par le prolétariat des

métropoles impérialistes et, ainsi, non seulement atteindre l'objectif de la révolution (nationale) bourgeoise « jusqu'au bout », mais aussi la faire « transcroître » en révolution prolétarienne : ainsi, ils ont abandonné à elles-mêmes les plèbes du Liban et du Moyen-Orient en général, dans un cadre politique mondial où chacun s'occupe de ses propres affaires et où la prétendue « solidarité entre les peuples » ne trouve rien de mieux, pour s'exprimer, que des appels humanitaires, l'envoi de médicaments pour... des morts ou des moribonds, et l'appel à ces institutions si combien charitables que sont les Nations Unies et le bloc des pays « non-alignés ». Ensuite, ils ont privé ces mêmes plèbes d'un parti communiste indépendant, décidé à ne pas se mettre à la remorque de la « bourgeoisie révolutionnaire » même dans les moments de lutte côte à côte, et à ne pas céder son « droit historique » à la direction de la révolution démocratique bourgeoise au profit d'une bourgeoisie prête à s'allier avec les forces du passé contre les prolétaires et les semi-prolétaires des villes et des campagnes : ainsi, ils ont livré les masses au modérantisme anxieux de chefs conciliateurs comme Arafat, et au conservatisme féroce de « révolutionnaires nationaux » comme Assad, ces idoles de la « gauche » européenne, condamnant ainsi par avance ces masses au massacre final.

A la veille d'une révolution telle que la révolution russe, qui, elle, était consciente d'être — dans l'immédiat — une révolution bourgeoise, Lénine écrivait : « Dans toutes les révolutions bourgeoises les politiciens bourgeois ont « nourri » le peuple et trompé les ouvriers par des promesses. Notre révolution est une révolution bourgeoise et donc les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les Potressov, les Gvozdev, les Tchkhéidzé, comme le disait hier Plékhanov [les politiciens bourgeois et les opportunistes qui

les suivent, dirions-nous aujourd'hui]. Nous disons, nous marxistes : notre révolution est une révolution bourgeoise, et donc les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple en dénonçant les mystifications des politiciens bourgeois, lui enseigner à ne pas croire aux mots, à ne compter que sur ses propres forces, sur sa propre organisation, sa propre unité, son propre armement » (*). Comme en Chine en 1927, les petits-fils et les arrière-petits-fils de Staline ont fait exactement le contraire au cours des cinquante années qui ont suivi : ils ont appris aux masses populaires à croire dans la parole des politiciens nationaux-bourgeois, à sacrifier leur propre indépendance politique et organisationnelle sur l'autel de l'unité entre toutes les classes, à ne pas avoir d'autres armes que celles que la bourgeoisie leur a chichement fournies pour les leur reprendre aussitôt atteint l'objectif de l' « indépendance nationale » ou, en cas de menace contre l'ordre social établi, encore plus tôt. Ils leur ont appris à compter non pas sur leurs propres forces, mais sur la bonne volonté des autres, y compris sur celle de la bande internationale de brigands de l'ONU ; et ils ont fait en sorte que les partis qui se disent encore communistes deviennent les porte-parole de cette idéologie meurtrière — et cet adjectif n'est pas un artifice rhétorique mais une réalité brutale, comme le savent les rescapés du camp de Tell-el-Zaatar !

L'Internationale de Lénine savait, comme on peut le voir dans les Thèses de 1920, que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux il existe « deux mouvements qui s'éloignent chaque jour davantage l'un de l'autre : le premier est le mouvement nationaliste démocratique-bourgeois, qui a un programme d'in-

(*) Lettres de loin, O.C., t. 23, p. 334.

dépendance politique sans toutefois toucher au régime capitaliste ; l'autre est la lutte des paysans sans terre pour leur libération de toute espèce d'exploitation. **Le premier mouvement tente, parfois avec succès, de contrôler le second ; mais l'Internationale Communiste doit combattre un tel contrôle.** Comme elle le prévoyait, celui-ci ne devait pas seulement être un contrôle politique mais aussi un contrôle par les armes, s'appuyant sur la violence d'abord masquée et puis ouverte ; et on ne pouvait le combattre qu'en assurant l'indépendance du parti communiste mais aussi, grâce à son influence, de tout le mouvement paysan et ouvrier, par rapport à la bourgeoisie nationale-démocratique, et en s'efforçant de conquérir dès le début la direction, dans une révolution qui, de cette façon seulement, serait conduite « jusqu'au bout ». Comme en Chine en 1927, le « communisme » stalinien et post-stalinien a au contraire constamment laissé la direction du mouvement à la bourgeoisie naissante et à ses différentes fractions dans les « étapes » successives de la « révolution nationale ». Et voici qu'aujourd'hui au Liban le « contrôle » bourgeois sur les masses prolétariennes et semi-prolétariennes se transforme en répression armée, en un bain de sang qui n'est pas différent de celui qui connut les prolétaires de Shanghai et de Canton et les paysans du Hupeh et du Hunan dans la Chine de 1927.

« Il faut lutter résolument contre la tentative de parer des couleurs du communisme le mouvement de libération non effectivement communiste des pays arriérés » disaient en 1920 les Thèses de l'Internationale de Lénine. En ratifiant l'attribution de « couleurs socialistes » à n'importe quel régime « tiers mondiste » prêt à s'en parer, et en entérinant la conception courante qui appelle « socialisme » la construction d'un capitalisme national pour peu qu'on introduise quelques « nationalisations » dans l'industrie et un peu de planification dans l'économie, le stalinisme est le premier responsable d'un cours historique désastreux dont l'aboutissement extrême est bien illustré par l'exemple de la Syrie « socialiste » qui intervient au Liban, avec des armes fournies par des pays « socialistes », pour réprimer dans le sang le mouvement élémentaire des masses paysannes, semi-prolétariennes et prolétariennes pour se libérer « de toute espèce d'exploitation » ; et tandis que l'U.R.S.S. « socialiste » et ses satellites assistent sans bouger au spectacle, l'impérialisme américain et son bras droit au Moyen-Orient, Israël, qui se tiennent formellement en dehors de l'opération, en recueillent intégralement les fruits.

Les directives données par l'Internationale de Lénine aux

partis communistes du monde entier étaient de « tendre à donner au mouvement paysan dans les pays coloniaux et semi-coloniaux en lutte pour leur émancipation le caractère le plus révolutionnaire possible, à organiser si possible en soviets les paysans et tous les exploités, et à établir ainsi le lien le plus étroit possible entre le prolétariat communiste d'Europe occidentale et le mouvement révolutionnaire paysan d'Orient, des colonies et des pays arriérés ». Aujourd'hui, les directives des petits-fils et des arrière-petits-fils de Staline sont de donner au mouvement paysan dans les pays arriérés le caractère le moins révolutionnaire possible, et même si on pouvait ou voulait constituer des soviets de paysans pauvres, d'ouvriers et de soldats, quel « lien » pourraient-ils établir avec un mouvement « communiste » qui, dans les métropoles capitalistes occidentales, a été éduqué à l'école du « chacun pour soi et dieu pour tous », à l'école des voies nationales, du polycentrisme, du « socialisme » à atteindre de façon pacifique à travers la démocratie ? Quel « lien le plus étroit possible » pourraient-ils établir, alors qu'ils ont « oublié » que, selon les Statuts de la I^{re} et de la II^e Internationales « l'émancipation des ouvriers n'est pas un problème national, mais un problème social qui concerne tous les pays où existe la société moderne » ?

L'effort de l'Internationale non encore submergée par le stalinisme était d'aligner les partis communistes sur un seul et même front mondial de combat anticapitaliste, dont les masses prolétariennes et semi-prolétariennes « de couleur » devaient à la fois constituer un détachement d'avant-garde et recevoir l'aide matérielle et politique la plus massive en raison de leur oppression séculaire par la bourgeoisie blanche. Aujourd'hui, en dépit des mensonges lancés par les journalistes bourgeois qui viennent nous raconter que les révoltes « raciales » de là-bas sont seulement le fait d'étudiants, et que les ouvriers noirs ne bougent pas de crainte de perdre leur emploi ou de tomber sous le coup des féroces lois antigèbres (en Afrique du Sud le chômage des noirs atteint 25 % de la population active « de couleur » ; quel « emploi » peut bien craindre de perdre une masse aussi énorme de chômeurs ?), les prolétaires d'Afrique du Sud et de Rhodésie se heurtent à une police et à une armée qui sont parmi les mieux équipées du monde grâce aux bons soins des charitables pays capitalistes avancés, Etat français en tête, sans que, du fait des cordons sanitaires mis en place par l'opportunisme social-démocrate et stalinien en liaison avec les classes dominantes, l'étincelle de leur lutte puisse mettre le feu ni à l'immense poudrière du prolétariat blanc dans les forteresses de

l'impérialisme ni même à celle du prolétariat noir ; sans que la « solidarité » cent fois proclamée par les soi-disant dirigeants « ouvriers » aille au-delà, ici encore, des larmes de convention et des télégrammes aux puissants de ce monde pour qu'ils daignent porter secours aux victimes de la contre-révolution, ou mettre fin — eux ! — au massacre.

En parfaite cohérence avec la théorie du « socialisme dans un seul pays » et ses filiations polycentriques, on a élevé au niveau d'idéal suprême d'un mouvement qui se dit encore socialiste et communiste le non-alignement, moins d'ailleurs sur les blocs impérialistes que sur toute espèce de programme ou de principes : les Etats et les partis représentés à la conférence de Colombo des pays « non-alignés », dans lesquels la « gauche » européenne voit, dans la meilleure des hypothèses, le dernier bastion d'un socialisme « révolutionnaire » désespérément anxieux de survivre, ont offert le spectacle d'entités étatiques qui, précisément parce qu'alignées toutes sur le même front national-bourgeois, sont divisées par des disputes qui ne sont pas seulement rhétoriques (Algérie contre Maroc, Egypte contre Libye, Etats arabes « progressistes » contre Etats arabes « conservateurs » et « réactionnaires ») et par des intérêts économiques opposés entre pays « riches » et pays pauvres penchant tantôt vers l'une tantôt vers l'autre des deux superpuissances. Leur arrive-t-il parfois de faire bloc vis-à-vis de l'extérieur ? Elles n'y parviennent que sur la base de motions « condamnant » tel ou tel impérialisme et invitant à mettre en place un embargo — au besoin par l'intermédiaire de l'ONU ! — contre tel ou tel de ces pays qui se soucient comme d'une guigne de l'« indépendance » des Etats mineurs et du code moral de la « non-ingérence » dans leurs affaires intérieures, en invoquant ce chiffon de papier qu'est le traité d'Helsinki ou bien le thème parfaitement affairiste et mercantile, et donc annonciateur d'... alignements futurs et de guerres locales ou générales, de la « coopération » économique et commerciale dans le respect de la souveraine « équité » des échanges, comme sûre garantie de... paix !

Il y a quarante ans, en 1936, le Front populaire fut lancé en France et en Espagne sous le prétexte que, sans remettre en cause (!) le principe de la révolution et de la dictature du prolétariat, on y recourait comme à un simple moyen tactique pour barrer la route au fascisme : les rescapés du communisme révolutionnaire restauré par Lénine et enterré par Staline répondirent alors que, de cette façon, on n'arrêterait ni le fascisme ni, comme on le prétendait, la course vers une deuxième guerre impérialiste. Au contraire, on

La lutte contre le capital pour :

- la réduction du temps de travail,
- l'augmentation du salaire de base,

doit redevenir quotidienne.

La durée de la journée de travail est variable. Elle a un minimum qui, en régime capitaliste, tend historiquement à s'abaisser, toutefois elle ne pourra jamais être réduite à cette limite qui - dans un mode de production non basé sur la recherche du profit - correspondrait à l'emploi rationnel des forces productives. Elle a un maximum qui dépend des limites physiques de la résistance du travailleur et de sa capacité à se défendre contre les "agressions" du Capital, qui considère la force de travail comme une marchandise. On peut soutenir que le travailleur, comme tout autre vendeur a le "droit" d'être protégé par la loi, c.à.d. de fixer le temps qu'il emploiera à travailler dans une journée. S'il n'en était pas ainsi, non seulement le canon de l'égalité juridique des personnages présents sur le marché serait violé, mais encore l'organisme de l'ouvrier s'affaiblirait et le nombre d'années pendant lesquelles il possède l'intégrité de sa force de travail diminuerait, ce qui se retournerait à longue échéance contre les capitalistes eux-mêmes.

MARX et la théorie de la plus-value

En réalité, la lutte pour la limitation légale de la journée de travail se déroule sur le terrain non pas du Droit abstrait, mais de la force, et Marx en décrit le développement dans Le Capital. Ces références ne se trouvent pas seulement dans la 4ème Section, "La Production de la Plus-Value relative", qui montre le développement historique des phases de la produc-

tion capitaliste de la manufacture au machinisme et à la grande industrie, en suivant leurs effets sur l'exploitation des salariés.

Elles apparaissent plus tôt, dès l'énoncé de la théorie de la plus-value, au début de la 3ème Section, "La Production de la Plus-Value absolue". Aussitôt après avoir expliqué la répartition entre le patron et l'ouvrier de la valeur que ce dernier ajoute au produit lui-même, Marx entreprend de l'exprimer en portion de la journée de travail. Et tout de suite, il expose l'histoire des premières luttes ouvrières en Angleterre pour la réduction des horaires de travail; fidèle à sa méthode, il en tire des éléments à l'appui de son analyse des données historiques, avec leurs deux périodes : dans la première, la législation étatique tend, pour favoriser le capitalisme naissant, à imposer des horaires de travail maximum; dans la période suivante, et sous la pression de vigoureuses luttes ouvrières, l'Etat se met à légiférer dans le sens d'une réduction de la journée de travail dans l'industrie.

Ainsi, tout d'abord le capitalisme victorieux réclame le droit d'acheter sur le marché du travail un temps sans limite, une force de travail qui reste sa propriété jusqu'à son complet épuisement : l'Etat bourgeois révolutionnaire intervient pour rendre possible par la force cette disposition discrétionnaire du temps de travail, pour dresser à cette forme d'oppression les anciens artisans, paysans et même mendiants qui avaient encore quelques heures de vie dont ils restaient maîtres. Si dans un second temps l'Etat bourgeois est conduit à céder, au moins en partie, aux revendications ouvrières sur ce point et à mobiliser

dans ce but tout un arsenal de phrases philanthropiques sur la justice sociale, la santé du peuple, etc..., tout cela démontre, en termes économiques que le libre jeu des forces et des contrats spontanés ne

conduit pas à l'équilibre, mais au conflit et à la ruine et confirme que le travail salarié et le capital sont non pas les termes d'une harmonie idéale, mais bien ceux d'un réel conflit.

Tout cela est connu. Mais Marx a apporté beaucoup plus. Il a refusé les promesses de la grande révolution libérale qui prétendait avoir tout accompli pour offrir à tous les citoyens des chances de vie égales et pour instaurer un mécanisme juridique dont chaque élément de la société pourrait attendre protection et défense sous réserve de respecter les deux conditions classiques de l'idéologie libérale : se présenter comme individu isolé et utiliser des moyens légaux.

Où le droit bourgeois est démasqué !

En passant de la résistance individuelle à l'action et à l'organisation collective, en descendant dans le rue en révolte contre les traitements inhumains, les ouvriers ont contraint l'Etat à intervenir de façon autoritaire dans les rapports économiques de production, et à les rectifier. Non seulement ils s'assuraient ainsi un peu de temps et de répit pour se préparer à des luttes d'une portée historique bien plus vaste, mais la preuve était donnée que le système social

et politique créé par la bourgeoisie n'apporte des garanties qu'à une partie des composants de la société, protège une domination de classe, et doit historiquement être combattu, attaqué et renversé par des moyens révolutionnaires, tout comme ceux qui l'ont précédé.

Le "Bill des 10 heures", prototype des mille et une mesures d'un siècle de "lois spéciales", est une très modeste conquête, mais par sa signification économique et historique, il vient étayer toute la théorie révolutionnaire. Après avoir exposé comment les travailleurs ont dû, pour éviter la mort sociale et physique utiliser la pression de classe pour élever un obstacle légal qui leur interdise de se vendre "spontanément" au Capital, Marx s'exclame dans un passage fameux : "Le pompeux catalogue des 'droits de l'homme' est ainsi remplacé par une modeste 'grande charte' qui détermine légalement la journée de travail et indique enfin clairement quand finit le temps que vend le travailleur et quand commence le temps qui lui appartient". La promulgation par la bourgeoisie de ce modeste Bill a fait éclater le vide et le mensonge de ses 'chartes' et de ce 'décalogue' des droits qu'elle continue à brandir et qu'elle rallonge quand le sang prolétarien l'y force.

Nous voilà au point d'arrivée de ce raisonnement. Là où l'on doit lire la démonstration que tout le système du droit bourgeois doit être abattu dans une bataille révolutionnaire puisque ses libertés ne sont qu'une forme moderne d'esclavage, certains ont prétendu lire que, de loi en loi, de réforme en réforme, en mariant "liberté politique" et "justice sociale", on accéderait au socialisme !

L'avance chaotique du capitalisme !

Tout le système capitaliste de production n'a qu'un but : le profit. Pour l'atteindre, il doit prolonger le "travail gratuit" de l'ouvrier par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, moyennant intensification du travail.

Le système salarié est donc un système d'esclavage qui devient d'autant plus dur que se développent les forces productives sociales du travail, quel que soit le salaire bon ou mauvais, que l'ouvrier reçoit. En effet, plus augmente le Capital total et donc la richesse nationale et sociale (en réalité la richesse de la classe capitaliste), plus augmente la réserve industrielle et avec elle le domaine du paupérisme. Tout cela constitue la loi de la misère croissante du prolétariat opposée à la richesse capitaliste croissante - loi qui n'est pas contredite en fait, par l'augmentation à l'échelle historique des salaires pour les travailleurs en activité et même par la teneur de vie de certaines catégories privilégiées. Elle ne peut pas plus être conjurée par des mesures législatives sociales dans le cadre de l'organisation capitaliste. Quel que soit le taux des salaires, le progrès de l'accumulation comporte en effet l'augmentation de la surpopulation ouvrière relative; à mesure que s'accumule le capital, la condition de la classe ouvrière empire.

Pourtant le développement de l'accumulation n'est pas continu, lorsque l'investissement de la plus-value atteint un degré excessif les produits deviennent surabondants par rapport à la capacité d'absorption du marché. Et dès que leur distribution rencontre des difficultés, se vérifie une crise de surproduction. De grandes masses de marchandises restent invendues, des capitalistes ferment leurs usines ou en réduisent l'activité, et un grand nombre d'ouvriers sont licenciés. Pour sortir de la crise le capitalisme s'efforce de produire à plus bas coûts, utilisant au maximum les perfectionnements techniques. A l'issue de la crise il s'établit un nouveau rapport, plus bas que le précédent, entre le capital variable et le capital constant. C'est-à-dire entre la masse des salaires destinés à acquiescer une nouvelle force de travail et la masse des machines, immeubles, outillage destinée à l'exploiter.

La production et l'accumulation recommencent et, avec l'augmentation du capital total, le capital variable et la demande de travail augmentent également pour un certain temps. Mais une autre crise ne tarde pas à se rapprocher si bien que les ouvriers attirés dans le procès de production sont brusquement rejetés dans le chômage. La succession de ces alternatives et la création de cet excédent de salaires vis-à-vis des exigences du capital accumulé, caractérisent la production capitaliste.

Chômage est heures supplémentaires

En période de crise, en même temps qu'il jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, le capital tend à allonger la journée de ceux qu'ils garde au travail. Marx en explique les raisons fondamentales : l'exploitation d'un plus grand nombre d'ouvriers exigerait une avance supplémentaire de capital constant (bâtiments, machines, matériel, d'un coût énorme dans l'industrie moderne) "mais la prolongation de la journée permet d'agrandir l'échelle de la production sans augmenter la portion de capital fixe en bâtiments et machines". La pratique des heures supplémentaires est un moyen de détourner le maximum des horaires légaux qui ont été abaissés historiquement par la résistance ouvrière.

D'autre part, la bourgeoisie se sert de maigres suppléments de salaires et bien dosés comme appât pour entraîner l'ouvrier à se laisser "confisquer sa vie entière" avec l'apparence du libre choix: apparence car, outre le fait que les premières heures supplémentaires, les moins payées, sont le plus souvent obligatoires, ce supplément est souvent indispensable pour assurer à l'ouvrier le minimum vital. Ce système sert ainsi à lui masquer le fait que le salaire "normal" ne le ferait pas vivre. En même temps il favorise la baisse générale du salaire en réduisant le nombre de travailleurs employés, en multipliant donc le nombre de demandeurs

d'emplois, en augmentant la concurrence entre tous les prolétaires ce qui les pousse à accepter des salaires inférieurs et des temps de travail démesurés. Ce système use et érode non seulement la force de travail, les conditions de vie des salariés (rappelons que la fréquence et la gravité des accidents du travail sont directement liées à la durée de la journée) mais aussi la force collective de classe, en donnant à chacun l'illusion d'une solution individuelle, en poussant chaque ouvrier à "se débrouiller" tout seul en grattant quelques heures de plus, en le détournant physiquement et moralement de la lutte collective pour l'augmentation du taux de salaire de base et pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Marx expliquait dans "Salaire, Prix, Profits" : "Quand les ouvriers s'efforcent de ramener la journée de travail à ses anciennes limites rationnelles, ou encore, vrai que la lutte pour arracher la fixation légale de la journée de travail normale, quand ils cherchent à mettre un frein au surtravail par une hausse des salaires non pas calculée seulement d'après le surtravail soustrait, mais portée à un taux plus élevé, ils ne font que remplir un devoir envers eux-mêmes et envers leur race. Ils ne font que mettre des bornes à l'usurpation tyrannique du capital. Un homme dont la vie est accaparée par son travail pour le capitaliste est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire de la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abruti intellectuellement. Et pourtant, toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égards ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation". Et plus loin : "Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus ample envergure."

Ces deux phrases de Marx contiennent tout le sens de la lutte pour la réduction du

temps de travail. Il s'agit d'une revendication et d'une lutte d'une valeur permanente que la classe laborieuse doit faire sienne non seulement en période de crise mais aussi en période d'expansion de la production. C'est de là que dépend d'une part la possibilité de disposer d'un minimum de temps libre pour reconstituer ses propres forces (et non seulement pour survivre) mais pour s'occuper des questions cruciales de l'organisation de la résistance à l'exploitation du Capitalisme) et d'autre part, la possibilité de passer d'une lutte de pure et simple défense économique à la lutte politique d'attaque au régime du capital.

Si donc il est vrai que, tant qu'existera ce régime, toute concession, et donc aussi toute réduction du temps de travail, et toute amélioration du niveau de vie sont insuffisantes et n'altèrent pas le rapport de subordination de la classe ouvrière à la classe dominante bourgeoise, il est également vrai que la lutte pour arracher ces concessions - et même coup des meilleures conditions de vie pour le prolétariat - est à la base de son organisation sur un front de bataille contre le Capital en une guerre de classe dont la "guérilla quotidienne" des luttes revendicatives ne fait que démontrer la nécessité et pour laquelle elle fournit les premières armes.

L'initiative une méthode illusoire

L'initiative proposée par le POCH-PSA-LMR va en sens contraire de cette indication fondamentale du marxisme.

Au lieu d'appeler les prolétaires à se battre de façon quotidienne contre le Capital, pour lui arracher une réduction de l'horaire de travail et à trouver dans cette lutte aussi bien l'unité et l'organisation capables de les réunir en une seule gigantesque armée, que la force indispensable pour mener à bien leur bataille, cette initiative les appelle à décider

de leur destin individuellement dans le secret de l'isolement et en commun avec les individus dont se compose la classe dominante (ses serviteurs petit-bourgeois intellectuels, prêtres et flics compris).

Au lieu de rappeler aux prolétaires que les institutions de la bourgeoisie, même les plus démocratiques du monde, sont des instruments de domination sur le prolétariat, l'initiative créée pour eux l'illusion que l'usage de ces institutions au contraire pourrait servir à leur émancipation mieux que la lutte sur le terrain de la force. D'autant plus que la classe ouvrière subit le poids de 50 ans de contre-révolution et doit se dégager des mythes de la Paix du Travail et de la confrontation pacifique avec l'adversaire ... L'initiative renforce chez les prolétaires la confiance dans ces illusions et ces mythes qui justement les empêchent de se ressentir comme une classe opposée à une autre et de comprendre que les intérêts de la classe dominée ne peuvent être défendus que s'ils sont imposés à la classe dominante. Alors que l'expérience d'un siècle et demi du mouvement ouvrier enseigne que la légalisation de toute conquête ouvrière contingente a été le fruit d'une bataille ouverte entre travail et capital, et que même une fois reconnus ces "droits", il a fallu encore les faire respecter par la force. L'initiative suit le chemin inverse. Elle nie la lutte aussi bien pour conquérir que pour défendre une position dans cette guerre entre classes.

Elle désarme et désunit les ouvriers, au lieu de les armer et de les unir :

- elle les désarme parce qu'elle les isole les uns des autres et demande à chaque ouvrier ainsi isolé de décider de son propre sort sous le bombardement de la propagande bourgeoise pour qui le jeu est facile de les épouvanter dans cette période où ils peuvent s'estimer heureux de pouvoir travailler quelques heures (1).

- elle les désunit parce que la "consultation" exclut justement les prolé-

taires qui souffrent le plus de la durée intolérable de la journée de travail, c.à.d. les immigrés. Ainsi cette dernière n'est certes pas vue d'un bon oeil par les ouvriers payés à l'heure, qui craignent de perdre une partie de leur salaire. (2)

Et enfin, elle est anti-éducative et anti-organisée : elle n'enseigne pas aux ouvriers que la réduction de l'horaire de travail à salaire égal (et par conséquent l'abolition des heures supplémentaires) est une revendication à soutenir en permanence, mais au contraire qu'il suffit de revendiquer une fois pour toutes; elle prêche l'obésance à la réponse des urnes même si elle était négative, sous prétexte qu'il s'agirait de "la volonté populaire librement exprimée".

Finalement, sous tous ses aspects, cette initiative lie les mains des ouvriers une fois de plus, au lieu de les libérer des mille entraves que la société bourgeoise a trouvé pour les contenir tant dans leurs luttes minimales et locales que dans celles à une plus vaste échelle.

Aujourd'hui plus que jamais, le prolétariat doit reprendre confiance dans ses propres forces, en tant que classe unie par cette condition commune à tous ses membres : être exploitée par le Capital. Mais cette force, n'est qu'une faiblesse, dès que les ouvriers sont réduits à de simples citoyens parmi d'autres face à un Etat qui, lui, est l'organe de défense compact et unitaire d'une minorité qui détient les moyens de production.

Le prolétariat doit retrouver l'oxygène des grandes grèves et des grandes batailles de rue, au lieu de respirer l'atmosphère soporifique et débilite de la démocratie, du vote, des compétitions électorales. Et même si ce n'était que sur de petits épisodes quotidiens, il faut apprendre à rompre avec l'opportunisme qui lui prêche tout le contraire.

Schéma et condition de la lutte classe

Les révolutionnaires marxistes savent bien qu'aucune conquête faite sur le seul terrain de la lutte revendicative ne peut être satisfaisante ni durable: ils savent pourtant que l'importance de ces luttes se situe au-delà de toute victoire possible parce qu'elle réside ; - en l'union croissante qu'elle suscite entre les prolétaires de toute catégorie ou nationalité, - en la démonstration que cette même réduction du temps de travail arrachée au Capital reste en fait dérisoire, si on la compare aux possibilités qui seraient offertes par le développement de la technologie et de la science, si ces dernières étaient mises au service non pas de la chasse au profit, mais de la satisfaction des besoins humains. En cette démonstration donc qu'il faut dépasser la lutte revendicative elle-même et la transformer en lutte politique pour la révolution prolétarienne et pour la destruction du régime capitaliste, étape obligatoire vers le socialisme.

Les révolutionnaires savent qu'aujourd'hui la journée de travail pourrait être réduite à moins de, non pas 40, mais bien 36 heures et que cependant aucun régime bourgeois n'acceptera de la réduire à ce qui serait matériellement possible. De même, ils savent qu'aucun régime capitaliste n'acceptera jamais d'assurer aux chômeurs un salaire intégral. Tout ceci ne les empêche pas de le revendiquer quand même ; D'abord, parce qu'une lutte basée sur cette revendication peut arracher au capitalisme au moins une allocation de chômage qui ne soit pas équivalente à une condamnation à mort. Ensuite, parce que l'insuffisance même de ce qui aura été obtenu sous le régime bourgeois est une preuve lumineuse - expérience directe cette fois, et non plus théorie pure - qu'il ne faut plus réformer mais bien détruire le mode de production capitaliste.(3)

Les révolutionnaires assument ainsi une double tâche qui n'est contradictoire qu'en apparence :

- appuyer et si possible diriger toute lutte économique pour l'amélioration des conditions de vie du prolétariat, en essayant de l'étendre et de la radicaliser.
- faire ressortir dans le cours même de ces luttes, les buts ultimes du communisme, irréalisables dans le cadre d'une société bourgeoise, mais rendus tangibles comme des nécessités objectives du développement de cette résistance-même au Capital.

A la lumière de ces considérations, il apparaît avec évidence non seulement que l'initiative équivaut à un sabotage pur et simple de la lutte de classe dans ses manifestations les plus élémentaires, tout comme dans ses buts ultimes les plus grandioses, mais encore que c'est de la démagogie pure que de l'appuyer, avec le prétexte qu'elle servira à une mobilisation ouvrière en vue de conquêtes postérieures, telles le salaire égal ou l'abolition des heures supplémentaires.

On ne peut pas d'abord démobiliser le prolétariat sur des luttes qui ont pour objet une de ses revendications élémentaires et permanentes, et ensuite prétendre le mobiliser sur des objectifs dérivés. Et surtout, on ne peut pas faire semblant de revendiquer les principes de la lutte indépendante de classe quand on se comporte à chaque occasion en suivistes des organisations syndicales et politiques qui piétinent ces mêmes principes depuis près d'un demi-siècle et qui ont démontré dans les faits être et vouloir être dans la dépendance continue de l'ordre établi.

Nous ne cachons à personne la dureté des luttes que la crise du capitalisme rendra nécessaires, ne serait-ce que pour défendre son pain et son travail. Mais nous disons aux prolétaires : soit il faut affronter ces luttes dans le

même esprit que nos frères, qui arrachèrent des réductions successives de la journée de travail de 12, puis à 10, puis à 8 heures, non pas à coups d'estampilles, mais bien au coude à coude et tous unis; soit il faut accepter d'être écrasés toujours plus.

C'est pourquoi, contre la méthode du référendum, nous en appelons à la reprise de la lutte de classe directe et conséquente, jusqu'à la grève générale à outrance, et pour une réduction massive de l'horaire de travail à salaire égal. Nous exhortons les prolétaires les plus combattifs et les plus sensibles aux problèmes et aux aspirations de leur classe, à se rassembler autour du seul Parti qui pose, sans moyens termes, cette revendication élémentaire et qui indique en même temps comme seule voie vers le socialisme, - vers l'unique mode de production qui pourrait satisfaire ces aspirations - la voie de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Notes :

(1) L'USS apporte sa contribution à cette propagande "terroriste" en proposant une réduction graduelle de la semaine de travail d'ici à 1982, de façon à ne pas perturber le bon fonctionnement de l'économie nationale, et par conséquent la possibilité pour les travailleurs de maintenir leur poste; comme pour dire "Attention, prolétaires, au faux pas ! Si vous en demandez trop, vous perdrez même le peu que vous avez".

(2) En fait l'initiative ne parle que des 40 heures et laisse ouverte la question de savoir si le salaire sera maintenu ou non ;

(3) C'est pour cette raison qu'il faut mettre au centre de toute lutte ouvrière, la revendication pour une diminution du temps de travail à salaire égal, et non pas

parce que cela permettrait d'absorber partiellement le chômage en temps de crise, lorsque le Capital soit réduit la main-d'oeuvre, soit la fait travailler de façon plus intensive sans assurer de nouveaux salaires. La vraie revendication de classe pour les chômeurs est celle du salaire intégral ou au moins une allo-

cation adaptée aux besoins de l'ouvrier moyen. Le régime social actuel peut satisfaire partiellement cette revendication, encore que sous la pression d'une profonde poussée prolétarienne. Mais pour sa complète réalisation, il faudra la prise dictatoriale du pouvoir qui seule permettra d'atteindre un tel objectif "transitoire".

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Mouvements revendicatifs et socialisme 1,50 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés 4,00 F
 - N^{os} 45 à 47, 50, 56, 61 7,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 10,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 5,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 6,00 F
 - N^{os} 64, 65
- Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées :
 - (les numéros 1 à 30 sont épuisés).
 - Volume I : du n^o 31 ou n^o 71 (décembre 1969) 30,00 F
 - Volume II : du n^o 72 au n^o 117 (années 1970-71) 30,00 F
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 30,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 120 pages 8,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 pages 5,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna del futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class en préparation

EN LANGUE ESPAGNOLE :

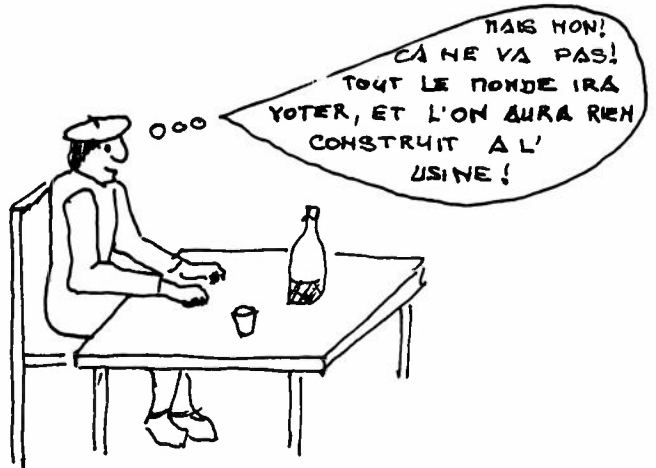
- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e - Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.



LES EXTRAVAGANTES POSITIONS DU "COMITE 40 HEURES"

A force de courir après les résultats immédiats, sans avoir de principe ni de méthode clairs, on en vient tout naturellement à lancer n'importe quelle action en la justifiant avec n'importe quels arguments pourvus qu'ils aient un aspect "sympathiquement combattif".

Sans vouloir être à tout prix des empêchements de tourner dans le vide, et la méthode de l'initiative est aussi vide politiquement que ses résultats et ses perspectives, c'est cet aspect lamentable que nous révèle la campagne pour les 40 heures.

Le comité 40 heures et la LMR en particulier font feu de tout bois.

Soutenir l'initiative

D'une part l'initiative est présentée comme simple moyen de propagande :

"En l'absence de structures capables d'affronter le patronat dans son ensemble, l'initiative populaire est un moyen de poser la question du temps de travail pour la totalité de la classe ouvrière.

Une bonne stratégie ouvrière veut qu'on avance simultanément sur un plan d'ensemble et dans les branches où les travailleurs sont les plus forts." (Brochure LMR, mai 76).

D'autre part elle est présentée comme un catalyseur capable de déclencher la réaction des luttes sociales sans que nos alchimistes (nommés tels car il est évident que leur méthode est scientifique) ne nous en expliquent les conditions premières.

"Même si l'initiative ne permet pas, par elle-même de renverser le rapport de force, le mouvement qui peut se développer avant la votation fera avancer la revendication des 40 heures en stimulant la lutte dans les entreprises, dans les bureaux et dans des branches entières." (idem)

En fin on affirme que sans un changement radical des méthodes de lutte des syndicats l'initiative est impuissante!

"Cependant la crise avant tout a révélé la faiblesse du mouvement ouvrier traditionnel et l'initiative 40 h. à elle seule ne peut pas faire des miracles, rattraper d'un coup des habitudes de lutte qui font totalement défaut à la plus part des fédérations syndicales." (La Brèche 142, du 3 oct. 76).

Evidemment on peut invoquer la dialectique !!!

Tout est bon pour justifier des positions sans réelles assises. Résumons : L'initiative en soi n'est rien cependant elle peut développer un mouvement qui ne peut exister à cause de la trahison des centrales syndicales.

Comprenne qui pourra, nous nous y renouons !

Partant sur des prémisses aussi puissantes, nos promoteurs n'hésitent pas à affirmer :

"La (l'initiative) soutenir - malgré ses faiblesses - c'est se donner des moyens de créer ou de renforcer un rapport de forces face au patronat." (plate forme du comité 40 h., juil. 76).

Comme on ne nous décrit aucun moyen plausible en dehors de celui d'aller voter OUI le 5 décembre, la phrase paraît pour le moins ronflante et vide de contenu réel.

Voter oui c'est ...

Après nous avoir convaincu de la nécessité du soutien à l'initiative pour renforcer, déclencher, etc... les luttes (!!!) on nous invite tout de même à aller voter.

Ben oui quoi ! une initiative ça sert aussi à ça !!!

"Un OUI massif pour les 40 h. le 5 décembre prochain est aussi un CUI pour toutes les luttes à venir concernant la diminution du temps de travail il constitue un soutien important à tous ceux qui mènent aujourd'hui la lutte contre les licenciements, le chômage le blocage des salaires et l'augmentation des rythmes." (tract comité national)

Pauvres de nous, qui en marxistes avons toujours considéré le bulletin de vote comme l'arme "secrète" du pouvoir bourgeois pour enfermer le mécontentement ouvrier dans l'isolement ...

Il faut croire que nous n'avons rien compris !

D'ailleurs, un peu plus loin on nous explique pourquoi le OUI est si important:

"Plus le nombre de OUI sera grand, plus le poids politique du mouvement ouvrier s'affirmera lors des confrontations avec le patronat." (idem)

Cré bon diou ! mais c'est bien sûr ! Le poids politique du mouvement ouvrier disparaît au travers des votations!

Voilà une affirmation qui bouleverse toute notre infantile conception de la lutte politique. Mais alors, les farces électorales, les "Programmes communs de gouvernement" et autres "Compromis historique", les voilà les nouveaux moyens "politiques" du mouvement ouvrier. Ne font-ils pas des scores électoraux qui voisinent les 50 % ?

A vouloir tout justifier, nos immédiatistes tombent dans le centrisme classique : verbiage de gauche et soutien réel au pire ennemi du prolétariat - l'opportunisme.

Renforcer l'unité c'est ...

Précisément utiliser le moyen de l'initiative :

"En utilisant l'initiative pour populariser la revendication des 40 h., nous pouvons toucher tout le monde et empêcher de nouvelles divisions entre travailleurs." (plate forme comité 40 h.).

Que les immigrés se sentent un peu en dehors de la question, ne pouvant aller voter, voilà un problème sur lequel nos illustres penseurs ne nous donnent aucune recette !

Evidemment l'affaire est délicate !

La mobilisation tant vantée a du plomb dans l'aile. Si l'ouvrier suisse est seulement prêt à voter OUI, la mobilisation !!! avec l'immigré passera au second plan.

Voilà notre unité divisée en deux : les immigrés et les nationaux !!!

Mais on affirme plus :

"Dans ce sens , ... , elle (l'initiative) a suscité un très large débat dans les rangs du mouvement ouvrier et donc favorisé les conditions d'un nouveau rapport de forces face au patronat." (ibidem)

Que l'initiative ait suscité un débat dans les syndicats, soit. Mais dire que celui-ci eut lieu dans les rangs du mouvement ouvrier c'est une contre-vérité ! Pour cela, il suffit de voir comment fonctionnent les syndicats : un appareil bureaucratiques boursoufflé soutenu par quelques "épaves" représentant la base (!!!). Soyons réalistes.

Quand au nouveau rapport de force face au patronat ... c'est une vantardise pure et simple.

Nos illustres et subtiles militants d'extrême gauche, qu'on ne peut même plus appelé extra-parlementaires, n'hésitent pas à faire du pied aux partis-ouvriers-bourgeois :

A propos du congrès du PSS à Montreux :

"La bataille la plus importante que mènera la gauche du PS se portera sur les 40 h. La possibilité que le PSS apporte un OUI sans compromis à l'introduction immédiate des 40 h. peut contribuer à un réel renforcement du mouvement ouvrier et du débat en son sein - au prix bien sûr des discussions du PSS avec la bourgeoisie." (La brèche 143 du 15 oct. 76).

Et oui ! Si le PSS se met à la remorque des gauchistes pour des raisons autant électorales que d'opportunité politique (le PS n'a plus beaucoup d'écho dans la classe ouvrière) cela devient un renforcement du mouvement ouvrier.

Nous qui avons toujours cru avec Lenine que le renforcement du mouvement ouvrier passait par la rupture de ce dernier avec la sociale-démocratie, nous avons trouvé nos maîtres ! Chapeaux bas !

Et pour montrer combien le renforcement du mouvement ouvrier est grand, on affirme :

"Le large écho de la revendication des 40 h., se reflète dans l'éventail d'organisations qui la soutiennent." (tract comité national)

Pour une démonstration, c'en est une !

Voilà que le critère pour l'écho d'une revendication concernant la classe des travailleurs, devient "l'éventail d'organisations" hétéroclites.

Mais alors, la fameuse mobilisation ouvrière autour de cette question, c'est-elle envolée en fumée ?

Décidément ce n'est pas la cohérence qui prime chez nos "initiateurs".

A propos de

L'initiative de l'USS

"En renonçant à soutenir l'initiative ... les organisations officielles de la classe ouvrière se privent d'un moyen de pression dont les travailleurs auraient nettement besoin dans la situation actuelle." (plate forme comité, juil 76).

Une fois de plus, nous voilà dérouter. Nous qui avons cru comprendre que dans les syndicats il fallait imposer la mobilisation pour les 40 h., voilà qu'on leur reproche de ne pas soutenir cette initiative.

Heureusement tout s'arrange un peu plus tard :

"Nous saluons le fait que l'USS reconnaisse l'importance des 40h. et n'oppose plus la voie des contrats à la voie législative". (tract comité)

"En fin de compte, mais à contre coeur l'USS nous aura à moitié donné raison ...

"Coincée entre une extrême gauche qui la talonne et un patronat qui ne cède en rien, l'USS a du lancer son initiative pour les 40h., s'engager à son tour "sur le terrain politique" (La brèche 144 du 29 oct. 76).

Mais alors tout le monde est d'accord ! L'initiative est un moyen que la classe ouvrière a tout intérêt à utiliser. Ne reste plus qu'ensuite des questions de délais ! dans un an ou dans cinq ans ?

Quand au terrain politique dont il est question, ce n'est surement pas celui sur lequel la classe ouvrière doit s'engager. Il s'agit du terrain légaliste et électoral sur lequel la bourgeoisie est la plus forte.

Mais on est plus à une confusion près.

A propos des salaires

Nous avons gardé pour le dessert, le meilleur morceau :

Par rapport à la baisse éventuelle des salaires consécutives à l'introduction des 40 heures :

"Nous ne sommes pas d'accord : Si l'initiative passe, un nouveau rapport de forces apparaîtra, les patrons n'oseront pas diminuer nos salaires. Syndicats et Commissions Ouvrières seront en bien meilleures positions pour imposer le maintien des salaires." (tract comité 40h.)

Conclusion : l'initiative est donc bien à même de créer un rapport de forces, contrairement aux affirmations du début !!!

**permanence
du parti**

EN SUISSE

o A Lausanne : tous les mercredis de 18 à 20 h. ainsi qu'en général tous les 1er et 3e samedis de chaque mois, de 10 à 12 h., 32, rue Pré-du-Marché, 1er étage à droite : "Atelier".

CORRESPONDANCE POUR
LA SUISSE

B.P. 130
1211 GENEVE 13

DUBIED**Une base combative battue par la coalition Syndicat / Etat .**

Du 9 août au 3 septembre dans le canton de Neuchâtel s'est déroulé une grève dans les trois usines (Marin, Pe-seux, Couvet) de DUBIED. Spécialisé dans la fabrication de machine circulaire à tricoter Jacquard, et de machine outils, l'entreprise sous les coups de la crise mondiale et du ressèment du marché s'est trouvée en difficulté.

Pour résoudre ses problèmes, la direction en parfait agent du Capital, n'envisageait qu'une solution : baisser les salaires de 10 %. Le syndicat FTMH, signataire de la "paix du travail" s'engagea dans des discussions interminables avec le patronat pour éviter cette brutale attaque". Dernière instance en cas de conflit du travail, le "Tribunal Arbitral" réunissant patrons et bonzes syndicaux sous l'arbitrage d'un juge, donnait son verdict le lundi 9 août :

- 1) Dubied & cie SA est autorisé au sens des motifs, à réduire le niveau de tous les salaires par les mesures suivantes :
 - a) le 13ème mois pour 1976 sera payé à raison de 25%
 - b) le paiement du 13ème mois pour 1977 est en principe supprimé.
- 2) L'employeur est invité à poursuivre ou adopter d'autres mesures d'assainissement pour assurer la rentabilité de son entreprise."

Une réaction spontanée

Devant l'affichage à l'usine de cette sentence qui attaquait directement leurs conditions d'existence, les milles ouvriers de "Couvet" débrayaient le jour même. Le lendemain les deux cent cinquante ouvriers de l'usine de Marin et ceus de Pe-seux faisaient de même.

Cette sentence fait suite à une longue série d'attaques du Capital contre les prolétaires : 600 licenciements en 3 ans vacances forcées non payées, non adaptation des salaires au cout de la vie depuis deux ans. Bien sûr pendant toute cette période la FTMH n'a pas organisé de ripostes !!!

La position des dirigeants syndicaux s'afficha dès le lundi 9 août : "la FTMH n'approuve pas cette grève" (voir circulaire de l'ASM).

La première assemblée générale (AG) des grévistes se passe dans une totale confusion. Ghelfi, vice-président central FTMH, essaye dès le début d'imposer un point de vue qui triomphera rapidement : "vous devez revendiquer d'être associés à la restriction de l'entreprise". Mais ce jour là, les prolétaires furieux avancent "la paye d'abord...". A la question "quelle est la position de la FTMH?" Ghelfi répond : "On est là oui ou non? Vous ne respectez pas la Convention donc c'est à vous de prendre vos décisions". Habilité diabolique du vieux renard qui d'une part retire le soutien matériel du syndicat aux grévistes et d'autre part leur fait croire que c'est à eux de diriger leur grève. C'est pendant cette AG qu'à l'unanimité est voté 2000 fr. pour tous comme 13ème mois. A Couvet, l'ancienne Commission Ouvrière au main de la FTMH se transforme en Comité de grève, La main mise de l'opportunisme sur le mouvement a commencé dès le premier jour !

Dans la Voix Ouvrière du 11 août, nos stalinien ont teint profitent de conflit DUBIED pour diffuser leur propagande mensongère sur "la démocratie de type avancée" : "Ce conflit, ... démontre qu'un type de société capitaliste (mais y aurait-il plusieurs types de

capitalisme !!! Sans doute veut-on nous faire comprendre que le capitalisme géré par nos stalinien serad'une autrenature !) aussi développé qu'il soit, conduit tôt ou tard à des impasses.

Et que par contre, une société de type avancée conduisant au socialisme, dans laquelle les travailleurs auront un droit réel de contrôle, apportera à ce genre de conflits des solutions qui ne seront pas en défaveur de la classe ouvrière".

L'Etat au dessus des classes

Dés la première semaine, le Conseil d'Etat neuchate-lois, chercha par de nombreux contacts à jouer les arbitres. Refusant son soutien matériel aux grévistes, alors qu'elle encaisse depuis 40 ans les cotisations syndicales, la FTMH renforce le mythe de l'"Etat au-dessus des classes" en applaudissant à ces initiatives étatiques. Ghelfi ira même jusqu'à dire le 18 août "le Conseil d'Etat est plutôt favorable aux grévistes, cela ne signifie pas qu'il soit d'accord sur tout".

Le mardi 17, nouvelle AG., depuis une semaine le conflit s'embourbe. La direction conseillée par l'ASM (association Suisse des constructeurs de Machines) refuse de remettre en cause une décision du Tribunal Arbitral, argumentant très justement que la sentence est parfaitement en règle sur le plan conventionnel et légal.

C'est lors de cette assemblée qu'un membre du comité de grève remet en cause la revendication des 2000.-fr pour tous : "Il serait utopique, de la part de ceux qui gagnent 1500.-fr de vouloir 2000.-fr..". Dans l'assemblée c'est la stupefaction mais à part la réaction violente d'un ouvrier

c'est le silence. Poursuivant: "Alors on ne part plus sur une base de 2000.-fr pour chacun, mais sur un plafond de 2000.-, oui, on modifie notre position de départ".

C'est le premier recul de cette grève. Comme il n'existait aucun groupe à DUBIED capable de détruire les arguments dit "concrets" avancés par la FTMH pour faire passer ses reculades, malgré la combativité des ouvriers de la base, les objectifs et les moyens de lutte étaient entièrement entre les mains de l'opportunisme. C'est une confirmation de plus que sans une direction des luttes qui s'oppose au discours conciliants des réformistes, même avec une base combative, l'opportunisme peut faire dévier le mouvement et le saboter. Evidemment c'est une thèse que tous les immédiatistes de l'extrême gauche adorateurs du spontanéisme ouvrier refuse d'admettre.

Mercredi 18 août la FTMH donnait une conférence de presse. Ghelfi y définit le soutien du syndicat: "Notre situation dans ce conflit: nous n'y sommes pour rien(!!!), mais nous sommes immédiatement mis au coté des travailleurs".

Dans la V.O. du 19 nous apprenons que les Conseillers nationaux du PST ont fait une intervention au Conseil National: "Notre intervention a pour but de demander au Conseil Fédéral de lancer un appel aux employeurs et à leurs organisations professionnelles afin que les Conventions Colectives signées entre travailleurs et employeurs soient respectées". Messieurs il faudrait être cohérents. Ou bien on accepte des Conventions dans lesquelles figurent le principe de la "Paix du travail" et sa procédure juridique y compris le Tribunal arbitral, et l'on accepte les décisions de ce dernier mêmes si elles remettent en cause les acquis de la convention, ou bien l'on refuse ces conventions, et la Paix du travail et l'on ne pleure pas auprès du Père-Etat pour qu'il lance des appels au respect de ces mêmes conventions. Ouvriéristes bavards, nos brillants députés et leur parti n'en sont plus à une contradiction près.

Après l'organisation d'un défilé des grévistes à Neuchâtel la direction accepta de recevoir une délégation des

travailleurs le mercredi 19. Les deux points à discuter étaient:

- la restructuration et
- la diminution des salaires.

Pendant toute la semaine suivante, le point 1 est discuté, c'est d'ailleurs le point le moins compromettant pour le patronat. Il fait d'ailleurs l'objet de toute la propagande de la FTMH.

Pour nous les prolétaires n'ont pas à entrer dans ce type de revendications. Non seulement elles ne les concernent pas à long terme, le prolétariat ayant pour mission historique d'abolir l'esclavage salarié donc le Capitalisme, mais aujourd'hui elles rendent responsable la classe ouvrière de la "bonne gestion" du Capital et en ce sens dressent les ouvriers les uns contre les autres, ceux d'une entreprise contre ceux des autres entreprises. Accepter d'assurer des tâches dans le projet de restructuration c'est accepter de mettre au chômage d'autres ouvriers dans d'autres entreprises moins compétitives.

Que la FTMH cherche à responsabiliser les travailleurs sur le projet de restructuration, alors que ceux-ci se sont révoltés pour défendre leurs intérêts de salariés, ceci est logique.

Dominé par les réformistes qui rêvent d'un monde où le Capital s'équilibre harmonieusement avec le Travail, renforcent par là les conceptions utopiques et petites-bourgeoises des prolétaires, conceptions distillées à longueur d'années par l'idéologie dominante, l'opportunisme syndical et politique montre son vrai visage d'agneau du Capital au sein du prolétariat.

Défiler... on en a marre

Les travailleurs en lutte n'ayant d'autres discours que celui de l'opportunisme, ils subissent ses objectifs et acceptent sa direction.

Après 3 semaines de grève, pendant lesquelles la FTMH a soutenu le mouvement du bout des lèvres, il était naturel que des forces centrifuges se manifestent. Pendant l'AG du jeudi 26 août, une minorité de grévistes préconisent

des moyens plus durs, comme l'occupation. Ils proposent même de remplacer l'actuel Comité de grève au main de la FTMH par un comité d'occupation constitué des éléments les plus radicaux. Lorsque Ghelfi propose dans cette assemblée un Xème défilé, un ouvrier exprime sa rage: "Défiler, défiler, on en a marre, il faut boucler l'usine". Il n'était pas seul à sentir que la FTMH sabotait la grève.

Vendredi matin 27, la direction de DUBIED communique qu'elle débloque "1 million de fr. pour les cas de rigueur pour les années 76 et 77 à condition que le travail reprenne le lundi 30 août". Devant l'ultimatum patronal qui ne satisfait en rien les revendications des grévistes, les comités de grève et la FTMH refusent sous la pression des grévistes, d'entrer en matière. Quand à l'Etat, il se félicite de ces "propositions raisonnablement suffisantes" ce qui prouve que pour lui, l'essentiel est la reprise du travail, non la victoire des travailleurs en lutte, malgré tout ce qu'a pu dire Ghelfi.

Samedi 28 août, manifestation nationale de solidarité à Neuchâtel réunissant 3000 personnes. Au discours qui clôture le cortège Ghelfi affirme que "les travailleurs reprendront le travail dès qu'ils auront obtenus satisfaction". On verra que Ghelfi a une conception curieuse de la victoire !!!

L'occupation

Lundi 30, 5 heures du matin à Couvet. Une centaine d'ouvriers bloquent l'usine, c'est l'occupation. Pendant quelques heures il y eut chevauchement des compétences. Le Comité de grève était débordé par le Comité d'occupation. Le bouclage s'est fait avec rigueur: jaunes et directeur, personne n'a pu rentrer.

8 heures. A.G. à la grande Salle communale. Ghelfi est fortement chahuté. A la question d'un débrayage éventuel dans la métallurgie, il répond: "Pour ça, il faut réunir le Comité fédératif, cela dépasse mes compétences." Les grévistes qui occupent l'usine refusent de se déplacer. Ghelfi est obligé d'y aller. Après un moment d'hésitation, la pluie aidant, tout le monde

se retrouve dans la grande salle communale afin "d'éviter une scission dans les rangs grévistes" dira le leader de cette occupation.

Ghelfi reprend la situation en mains et commente la proposition patronale du million versé pour deux ans. Après beaucoup de confusion, c'est naturellement que la proposition du versement du million pour 76 uniquement est amenée. Ghelfi s'en empare immédiatement; il tient enfin son compromis.

Habilité suprême, ce n'est pas lui qui le propose, mais un gréviste.

La question des débrayages de solidarité est à nouveau reposée. Sa réponse est claire : "On a plus besoin de 2 heures de salaire". Pour ces messieurs, mieux vaut demander 2 heures de travail aux ouvriers pour soutenir matériellement la grève, qu'un débrayage de solidarité pour faire pression sur l'A.S.M. toute entière. "Nos propositions sont un tout, il s'agit de débloquent la situation, de reprendre le travail et de poursuivre la négociation." Voilà le fin du fin : faire la grève pour amener les patrons autour du tapis vert. Les revendications deviennent des propositions qui seront aimablement discutées avec le patronat après la reprise du travail. Ce n'est pas avec de telles méthodes de lutte qu'on s'achemine vers la victoire.

A la fin de cette A.G. la proposition de bloquer les usines est acceptée sans restrictions et la FTMH laisse passer, car elle tient son compromis et la grève n'en a plus pour longtemps.

Dès mardi 31 août, la lassitude se fait sentir. Les négociations piétinent et le temps travaille pour les patrons. Malgré ses promesses la FTMH n'envisage aucun débrayage de solidarité. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui prennent contact avec les Commissions Ouvrières des entreprises liées à DUBIED, par le biais des Conseils d'Administration, afin d'organiser ces débrayages.

Protocole

accepté

Jeudi 2 septembre, Meylan Conseiller d'Etat (Chef du Dépt de l'Industrie) propose le protocole suivant :

- rencontre entre la Direction et les délégués des grévistes le jour même pour discuter de la restructuration;
- dissolution des piquets de grève;
- pas de représailles de la Direction ;
- reconduction de l'offre patronale du 27 août, de débloquent 1 million pour 2 ans.

La Direction accepta d'emblée ces propositions. Restait à convaincre les grévistes. Ghelfi s'y employa. Après 4 semaines de grève, le moral était au plus bas. C'est par 378 voix contre 45 à Couvet et 124 contre 8 à Marin-Peseux que les grévistes acceptèrent la proposition Meylan.

A 18 h. sous le patronage de Meylan, Comité de grève, FTMH et patronat se réunissaient.

Fin de la grève

Lundi 6 septembre, le travail reprenait, sans que la question du versement du million pris sur la "Caisse de Prévoyance" soit réglée. Aujourd'hui, on ne sait toujours pas s'il sera versé en un ou deux ans. Quant à la restructuration qui consistait à se débarrasser de l'usine de Marin, on sait que le patronat a trouvé un acheteur. En ce qui concerne l'avenir des 250 ouvriers de Marin, les propositions sont des plus confuses.

Tout cela n'a pas empêché Ghelfi de titrer son éditorial dans le journal de la FTMH "Lutte syndicale" du 8 sept.: "Finir une grève." Les premières lignes de cet article: "Il faut savoir finir une grève, la phrase est connue, elle est même devenue une sorte de maxime dans les milieux ouvriers, etc...". Plus que tout autre commentaire, ces phrases prouvent que pour Ghelfi et la centrale qu'il dirige, la paix sociale passe largement avant l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat.

Conclusion

La grève de DUBIED fut un révélateur syndical autant que politique. Elle a montré que:

- bien que la base fut combative, en déclenchant immédiatement la grève à la vue de la sentence arbitrale, la lutte était entachée d'aspirations peu claires;
- la direction de la lutte aux mains de la FTMH lui a permis d'imposer ses objectifs, en particulier celui de la participation des travailleurs au projet de restructuration;
- l'absence de tout discours de classe contrant la FTMH et lui disputant la direction de la lutte, a fait basculer le mouvement tout entier dans les bras de la FTMH. C'est ceci qui différenciant la grève de MATISA, car la majorité des éléments du Comité de grève se revendiquaient des principes de la lutte de classe, et s'affrontèrent aux discours conciliants de la centrale. C'est cette opposition qui permit à cette grève de rester en dehors du contrôle de la FTMH. Bien sûr, cela n'a pas empêché la grève d'aboutir à un demi-échec pour ce qui concerne les revendications. Mais aujourd'hui, chez MATISA, l'ambiance est telle qu'il est difficile au patronat et au syndicat de manipuler les ouvriers. Chez MATISA, les discours collaborationnistes syndicaux n'ont plus d'écho;
- le manque de centralisation de la lutte, les relations entre les grévistes étant rendues difficiles par les distances, ont permis à la FTMH de s'aligner systématiquement sur le Comité le plus mou, au nom de l'unité bien sûr. Il aurait été tout-à-fait possible d'envisager le transfert quotidien des grévistes de Marin-Peseux à Couvet, afin que la grève prenne un véritable caractère unitaire. Mais de cela, la FTMH n'en voulait pas, le Comité de grève de Marin étant plus dur;
- les illusions sur l'Etat arbitre des conflits entre Travail et Capital étaient fortement ancrées dans la classe ouvrière. Le syndicat par ses appels incessants à l'arbitrage étatique renforçait ces illusions;
- le soutien de l'extérieur organisé par les grands

partis opportunistes (PSS, PST) et l'Union syndicale était du pur bavardage : la FTMH n'ayant rien fait d'autre pour organiser une solidarité collective, que des collectes individuelles par mandats postaux :

- le soutien bidon des organisations gauchistes, qui refusaient de dénoncer l'attitude des syndicats et le rappel incessant à l'unité d'action avec l'opportunisme traditionnel du PST et du PSS ne faisaient que renforcer l'hégémonie de ce dernier sur le mouvement ;
- le PST, à part de verser des larmes de crocodile sur la condition ouvrière et les difficultés économiques, ne sait faire que des interventions parlementaires pour quémander l'aide de l'Etat fédéral au sauvetage de l'économie régionale, en l'occurrence le sauvetage de la DUBIED pour garder en vie le Val de Travers, tout en affirmant

qu'avec leur programme tout cela n'existerait pas ;
- pour l'ASM, l'échec de la lutte des DUBIED était essentielle. Afin d'éviter une remise en cause généralisée de la paix du travail et de la voie contractuelle, il fallait que le patronat prouve qu'avec la grève on n'obtient rien. Une victoire de la grève était la porte ouverte à d'autres luttes dans d'autres entreprises. La direction de DUBIED aurait certainement pu satisfaire les revendications des ouvriers, mais pour l'ASM l'enjeu était la paix sociale.

Voilà pourquoi la lutte ne devait pas se limiter à l'entreprise. Seule une réponse collective de toute la métallurgie, par des débrayages de solidarité, aurait permis de faire céder l'ASM.

Nous prétendons que dans plusieurs usines des débrayages auraient été possibles,

ne serait-ce qu'en prenant toutes les boîtes en difficultés. Se réfugier derrière l'impossibilité d'organiser un tel mouvement sous prétexte que les ouvriers n'y sont pas préparés, c'est se voiler la face. Si il est vrai que cela est impossible, pourquoi, pendant la grève de MATISA, la FTMH aurait-elle envoyé un télégramme à toutes ses sections pour interdire de tels mouvements ?

Seuls devant l'intransigeance de l'ASM, les ouvriers de DUBIED ne pouvaient aller qu'à l'échec. L'enjeu était trop important pour le patronat.

Les informations précises, les dialogues, les événements, sont tirés de l'IMPARTIAL, journal de Neuchâtel. Un correspondant assistait à toutes les assemblées.

Suite de la p. 2

favoriserait l'un et l'autre en désarmant politiquement et matériellement la classe ouvrière. De plus, à force d'abandons, on finirait par tomber dans de nouvelles versions de l'« union sacrée » et du front national, avant d'en arriver à la liquidation tant de l'internationalisme que des principes de la révolution, de la dictature et de la terreur prolétariennes et à leur remplacement par l'adhésion sans réserves à la démocratie comme seule voie possible au socialisme, un socialisme par-dessus le marché farouchement patriotique.

Quarante ans plus tard nous avons dans la situation italienne d'après les élections la démonstration pratique d'un parti « communiste » qui, par la bouche du nouveau président de la Chambre des députés — mais quel Ballanger de service n'est devenu ici capable d'en faire autant ? — s'escrime à revaloriser le Parlement — cette institution dont l'Internationale de Lénine avait prêché la destruction —, « en le rapprochant du pays réel », en étendant son pouvoir de contrôle, en en faisant le phare et même l'axe vers lequel devrait regarder et autour duquel devrait tourner un mouvement ouvrier appelé à défendre le capitalisme contre la crise et à lui permettre de se tirer d'affaire avec ses glorieuses institutions, au lieu de protéger le pro-

létariat contre les conséquences immédiates de la crise économique générale et de se préparer à la transformer en crise politique révolutionnaire. Ce parti, qui n'est pas encore au gouvernement non pas par sa volonté mais en raison de circonstances extérieures, y est en fait, grâce à une alliance en coulisses avec le parti des curés et des patrons, et son seul souci, lui qui est à la tête d'institutions communales, provinciales et régionales, ainsi que de commissions parlementaires et de syndicats qui travaillent la main dans la main avec les héritiers du syndicalisme catholique, c'est de « sauver le pays » en faisant appel aux « sacrifices de tous », pour le bien de tous, c'est l'unité et l'indépendance de la Patrie, la sauvegarde de ce bien suprême que sont devenues la démocratie « en général » et la démocratie « en particulier », qui étaient les bêtes noires et les ennemis numéro un des communistes à l'époque de Lénine. C'est à cela que l'on devait aboutir, en partant des « tournants » géniaux de 1926 et de 1936 : dans le marais d'un conformisme respectable et réactionnaire, sur tous les fronts de ce qui devrait être le terrain de la guerre de classe mondiale, unique, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'exercice de ce pouvoir au moyen de la dictature.

C'est là une terrible leçon, et

cette leçon ou bien on l'apprend ou bien chaque année nous apportera son massacre libanais ou sud-africain, en même temps que la farce des « victoires démocratiques et parlementaires » de la « gauche » en Italie, au Portugal ou ailleurs, ou de la mise en place de « gouvernements ouvriers » composés des pires vendus à l'ordre établi. Notre voix, nous le savons, ne peut aller au-delà d'un microscopique détachement de prolétaires restés fidèles à la doctrine révolutionnaire marxiste, unique et invariante. Ce n'est pas la première fois que cela arrive dans l'histoire du mouvement ouvrier. Mais c'est seulement en restant dans la ligne d'une continuité ininterrompue et défendue rageusement au moyen de la doctrine marxiste, et du militantisme fondé sur cette doctrine, que la chape de plomb qui pèse sur les prolétaires, semiproletaires et paysans pauvres du monde entier pourra être brisée. Que nous soyons nombreux ou pas (et nous n'ignorons pas que nous sommes très peu nombreux, et nous ne le cachons pas à ceux qui nous suivent ou qui nous lisent), nous ne cessons pas de redire les mêmes choses, en luttant pour « défendre dans le présent », sur la trace des leçons du passé, « l'avenir révolutionnaire du mouvement ouvrier et communiste ».

programme communiste/communist program

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 5 FS - 50 Esc.

Price per copy : 60 p. - \$ 1.25

Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS - 120 Esc.

le prolétaire

Journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro : 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

il programma comunista

Journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

publication trimestrielle / quarterly

Le numéro : 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1.50 FS

Abonnement annuel : 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 6 FS